

Grand débat national

Propositions des citoyens de Vaux-le-Pénil (77000)

collectées lors de la réunion publique du 15 février et sur les cahiers de doléances mis à disposition de la population en mairie du 27 décembre 2018 au 1^{er} mars 2019

Transition écologique

Modernisation des voies navigables pour pallier au transport routier

Reverser les 40 milliards du CICE aux collectivités locales pour la transition écologique

Lancer un grand plan transports, rendre les transports publics gratuits

Transports urbains gratuits pour tous

Lancer la rénovation thermique des bâtiments

Rétablissement du crédit d'impôt pour l'isolation des logements

Soutien aux agriculteurs pour des cultures et des élevages sans pesticides

Transition écologique accompagnée de justice sociale

Aides pour l'achat de véhicules propres

Aides pour mieux isoler les habitations

Interdiction de l'utilisation des pesticides

Rétablissement de la taxe carbone

Mise en place d'une écotaxe pour les camions étrangers transitant par la France

Taxation du fuel maritime et du kérosène

Ecotaxes destinées exclusivement à l'écologie

Lancement de grands chantiers en matière d'écologie pour réorienter l'économie

Exemplarité des dirigeants en matière de déplacements : covoiturage, transports en commun

Abandon du projet de montagne d'or en Guyane

Obligation d'accepter le télétravail lorsque le poste s'y prête

Citoyenneté et démocratie

Rendre le vote obligatoire

Prendre en compte les bulletins blancs

Refonte de la loi électorale

Organiser des référendums locaux pour indiquer aux députés la volonté des citoyens avant un vote à l'Assemblée Nationale

Renforcement du contrôle des élus

Réformer la représentation démocratique

Proportionnelle intégrale pour les élections législatives

Réforme des institutions, suppression du millefeuille territorial

Instauration du Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)

Mise en place du Référendum d'Initiative Citoyenne dès 700 000 signatures

Instaurer des référendums de circuit courts où les président de Régions, de Départements, maires concernés consulteraient un panel de citoyens

Instaurer 2 à 3 référendums par an si nécessaire avec plusieurs questions, ouverts à toutes les personnes inscrites sur les listes électorales

Consultation via le RIC pour la privatisation de ce qui touche à la propriété de tous (autoroutes par ex)

Suppression de tous les privilèges des élus hors mandat

Redécoupage des circonscriptions législatives afin de réduire le nombre de députés

Réduire de 1/3 le nombre de députés

Suppression du Sénat

Réduire et fusionner Sénat et Conseil Economique et Social

Révision ou suppression des avantages des anciens Présidents de la République

Plafonner à 70 ans l'âge d'exercice des élus Réduction du nombre de députés et de sénateurs

Réduction du train de vie des élus (collaborateurs, chauffeurs, conseillers...)

Remboursement des frais des élus au réel et sur justificatif

Diminution des salaires des membres du gouvernement

Casier judiciaire vierge pour toute personne élue

Limiter l'âge de la candidature à un mandant électif à 75 ans, voire 70 ans.

Limiter à trois mandats successifs au même poste

Aligner la durée de cotisation des élus pour les retraites sur celle des autres citoyens (42 ans)

Sévérité accrue pour les incivilités

Suppression des réductions automatiques de peines de prison

Interdiction aux détenus terroristes de solliciter une libération conditionnelle avant au moins les 2/3 de leur peine

Droit d'appel pour les victimes en cas de relaxe ou d'acquittement

Parité des salaires entre femmes et homme

Pas de menus particuliers dans les cantines

Pas d'horaires spéciaux dans les piscines pour une catégorie de nageuses

Limiter le port du voile, discret genre foulard

Rétablir les 90 km/h sur les routes départementales, voire les 150 km/h sur les autoroutes

Fin des communes de moins de 2 000 habitants, regroupement obligatoire pour les élections et les services administratifs

Suppression du droit du sol

Organisation de l'État et des services publics

Encadrement des dépassements d'honoraires

Faire de la santé un droit pour tous

Améliorer les conditions de vie et de travail à l'hôpital et dans les EPAHD

Gratuité du parking à l'hôpital pour les personnes handicapées

Donner les moyens aux hôpitaux d'assurer l'accueil des urgences dans des conditions de sécurité et de dignité

Plus de moyens pour les hôpitaux

Mise en place de la fin de vie assistée

Légalisation de l'aide active à mourir

Libre choix de la vaccination

Modernisation des services publics à partir des réels besoins des citoyens

Evaluer les services publics sur leur efficacité et le service rendu

Créer des conseils d'usagers, des maisons des services publics

Créer un service de médiation entre les usagers et les services publics

Adapter tous les transports publics aux personnes handicapées

Limitier par la loi le nombre d'élèves par classe de la maternelle au lycée (par ex. 20 en primaire, 25 au collège)

Rendre le soutien scolaire obligatoire

Augmenter les bourses des étudiants en fonction de l'assiduité

Développer la pratique de la musique à l'école

Formation pour tous les jeunes

L'Etat doit reprendre son pouvoir régalien en matière d'Education nationale

Revoir la politique éducative : se référer aux programmes et aux horaires des années 60

Réquisition de locaux dignes pour héberger les personnes sans abri

Réinsertion des personnes sans abri

Droit au logement pour tous

Recrutement « obligatoire » des chômeurs conformément à la taille de l'entreprise, à leurs compétences et à proximité de leur domicile

Réelle intégration des immigrés, avec cours de Français obligatoire pour tous

Nationalisation des autoroutes, produits des péages uniquement destinés à l'entretien

Baisse de tous les loyers

Réduction du nombre de hauts fonctionnaires aux salaires exorbitants

Aide à la mobilité pour les personnes qui signent un contrat de travail qui les contraint à déménager

Rétablissement d'un organe ministériel spécifique aux Anciens Combattants

Fiscalité et dépense publique

Taxer et prélever à la source les GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple)

Taxation des entreprises du CAC 40

Limiter l'écart entre les salaires de 1 à 500

Imposition de tous les contribuables

Modulation de la taxe foncière de la résidence principale en fonction du revenu fiscal de référence

Suppression des niches fiscales

Restitution de l'argent de l'ISF pour ceux qui n'ont pas investi en France

Diminution de la pression fiscale sur les salariés

Imposition des revenus sur la nationalité et non sur la territorialité

Suppression de la tranche la plus basse de l'impôt sur le revenu, relève de la tranche la plus haute

Etablissement d'un plus grand nombre de tranches pour l'impôt sur le revenu afin de payer l'impôt au plus près des ressources

Réduire le nombre de taxes

Adapter les niches fiscales au niveau d'imposition des foyers fiscaux

Rétablissement du crédit d'impôt pour l'isolation des logements

Interdiction dans les 2 ans de voter un budget en déficit à tous les niveaux de l'Etat

Revenir à 11% de cotisations sociales contre 23% aujourd'hui

Peines plancher et peines de prison ferme pour les évadés fiscaux

Récupérer l'argent versé dans le cadre du CICE si les emplois ne sont pas créés

Suppression des aides aux entreprises (CICE) si absence de résultat

Hausse du SMIC à 1 800 €

Revalorisation du SMIC pour atteindre un salaire qui permette de vivre justement

Revalorisation des salaires des fonctionnaires et des pensions des retraités

Interdiction des salaires supérieurs à 20 000 € par mois

Passer le montant du minimum vieillesse au niveau du SMIC

Revalorisation des retraites

Indexation des retraites sur le coût de la vie

Rendre immédiatement aux retraités la CSG supplémentaire perçue

Abrogation de la CSG sur les retraites

Maintien du pouvoir d'achat

Suppression de la TVA pour les produits de première nécessité

Arrêt du remboursement de la dette publique

Réduction drastique des dépenses inutiles de l'Etat

Revalorisation des intérêts des livrets A et d'Epargne Populaire sur l'inflation réelle

Suppression de la taxe d'habitation quand on a payé sa maison

Suppression des allocations CAF pour les foyers fiscaux aux ressources élevées

Etablir correctement un plafond fiscal au-dessous duquel la CSG supplémentaire sera supprimée

Revoir le positionnement de la France sur l'aide médicale et les subventions attribuées aux personnes non Françaises

Attribution de la demi part fiscale à toutes les veuves d'Anciens Combattants âgées de 74 ans

Fin du racket envers les automobilistes

Octroi des allocations familiales dès le 1^{er} enfant, mais plafonnées à 3 enfants afin de réduire le nombre de familles nombreuses